

17 OCTOBRE 1961

UN MASSACRE COLONIAL D'ÉTAT

Le 17 octobre 1961, des Algérien·nes organisent une marche pacifique dans Paris, pour l'indépendance et contre le couvre-feu raciste imposé aux seuls français·es musulman·es. Cette manifestation est sauvagement réprimée par la police du sinistre préfet de Paris, Maurice Papon. Ce fut aussi une nuit de violences policières avec de nombreux·ses mort·es et disparu·es. Un massacre qui n'a jamais été officiellement reconnu par l'État.

Ce même couvre feu a été instauré pendant les révoltes des quartiers populaires, contre les descendant·es de l'immigration post-coloniale.

Reconnaître ses crimes coloniaux, l'État français en est encore loin ! On en veut pour preuve les déclarations de Macron lors de son récent voyage en Algérie (fin août 2022) quand il dit à propos du travail de mémoire : « C'est une histoire d'amour qui a sa part de tragique ». Non Monsieur Macron, il ne s'agit pas de « romance », mais bien de politique et de rapports de domination et d'exploitation !

Les nostalgiques de l'Algérie française sont eux aussi

toujours présent·es. Et l'entrée en nombre des député·es du Rassemblement National au parlement a permis au doyen du RN de dire au perchoir, en juin dernier : « J'ai laissé là-bas une partie de ma France »...

UN PASSE COLONIAL QUI SE PERPÉTUE

Aujourd'hui encore l'État français est engagé dans des guerres néo-coloniales en Afrique. Il soutient tous les régimes partout où ses intérêts économiques et stratégiques sont en jeu. Il continue de piller le sous sol du continent, sans parler du maintien de sa domination en Kanaky, aux Antilles, à la Réunion, à Mayotte... La politique migratoire de l'État français est claire, Macron l'a définie comme telle, toujours lors de son séjour en Algérie : « lutter contre l'immigration clandestine qui trouble l'ordre public et dont les personnes sont perçues comme dangereuses » et préférer « une immigration choisie ». Il y a toujours, dans le discours dominant, le bon et le mauvais Algérien. Et la France fait son marché sur le dos des

immigrant·es : cette politique du choix rappelle celui qui était fait parmi les colonisé·es amené·es en métropole pour travailler et se taire.

Elle s'inscrit dans la continuité des politiques coloniales. Le racisme d'État dont fait preuve le gouvernement français à travers ses campagnes racistes et islamophobes (loi contre le séparatisme, future loi asile et immigration) ainsi que les violences policières dont sont victimes majoritairement les descendant·es de l'immigration post-coloniale, en sont des exemples quotidiens.

Aujourd'hui, notre lutte contre le colonialisme français n'appartient pas au passé. Elle s'inscrit pleinement dans l'histoire des luttes anti-coloniales. La colonisation de peuplement subie par le peuple algérien pendant 132 ans fait écho à celle contre laquelle se bat le peuple palestinien depuis la Nakba de 1948 (colonisation soutenue par la France qui enferme depuis 38 ans Georges Ibrahim Abdallah) ou à celles des peuples Kanak et Kurde.

Rendre hommage aux victimes du 17 octobre 1961, c'est rendre hommage à l'indépendance algérienne ainsi qu'aux luttes actuelles menées chaque jour par ces peuples contre les États coloniaux, racistes et impérialistes.

Signataires : ATTAC31, CGT Educ'action 31, CNT-IS 31, Collectif Palestine Vaincra, Comité Vérité et Justice 31, Groupe Libertad de la Fédération Anarchiste, NPA 31, Révolution Permanente 31, Secours rouge Toulouse, Solidaires 31, SUD Educ 31-65, Survie Midi-Pyrénées, Toulouse Anti-CRA, Union Communiste Libertaire Toulouse & Alentours, UET

SAMEDI 15 OCTOBRE

Itinéraire-Bis (rue Périole)

Comores - Mayotte :

rencontre autour de la question coloniale et des politiques anti-migratoires, organisée par l'inter collectif anti-raciste.

- 15h : arpentage du livre de Pierre Caminade "Comores-Mayotte" : une histoire néo-coloniale"

- 19h : table ronde

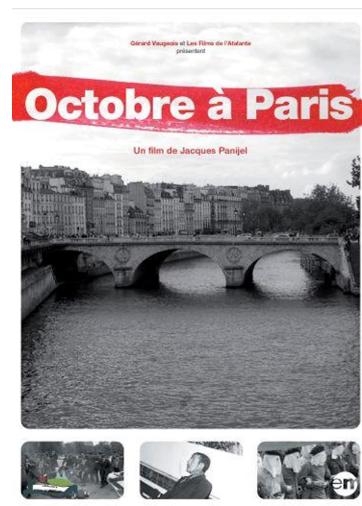


Bourse du Travail (place S^t-Sernin)

- 17h : viens fabriquer ta pancarte pour la manif du lendemain.

- 20h30 : Projection du film "Octobre à Paris" (68 min) de Jacques Panijel. Un collectif rassemblé autour du comité Maurice Audin comprend la nécessité de témoigner autour des crimes du 17/10. Captations documentaires, témoignages,

interview de manifestants. le film est censuré dès 1962, et Panijel menacé de poursuite. Le film ne sera montré qu'en 1973.



DIMANCHE 16 OCTOBRE

**MANIF DÉCOLONIALE
DÉPART À 14 H DE LA RUE DU BACHAGA
(BOUALAM MÉTRO BAGATELLE)**